02 mars 2023

DOB 2023 CC du Pays Fléchois

1. Introduction
2. Le contexte national
3. L'environnement du Pays Fléchois
4. Les perspectives du budget principal
5. Les perspectives des budgets annexes

Pays Fléchois
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

RAPPORT / DEBAT d'Orientations Budgétaires

Une étape obligatoire pour les communautés de communes comprenant une commune de plus de 3 500 habitants

Des échanges au sein de l'assemblée sur l'avenir a court et moyen terme de la collectivité

Le Rapport d'Orientations Budgétaires est un outils favorisant ce débat

Le contexte national

Loi de Finances pour 2023

Croissance : +1% (estimation entre 0,6 et 0,7% pour l'OCDE et le FMI)

Déficit public : stabilisation a 5% du PIB

Déficit commercial : 156 milliards (164 en 2022)

Dette publique : 111,2% du PIB (111,5% en 2022)

Inflation : 4,2% (4,6% ; 5,7% et 6,0% pour le FMI, l'OCDE et la banque de France).

L'évolution de l'indice du prix de la dépense communale serait de 7,2% et de 6,5% hors charges financières en 2023.

DGF : 26,931 milliards. En hausse pour la 1ère fois depuis 13 ans. +320 millions pour les dotations de péréquation (dont DSU et DSR qui ne concernent pas la CC). -15 millions sur les variables d'ajustement supportées uniquement par les départements.

Lois de Finances pour 2023 (suite)

CVAE : suppression sur deux années dès 2023. Impact du calcul de la moyenne non connu et compensation via une part de TVA sur la base de critères locaux à déterminer.

Règle de lien entre les taux entre N-1 et N et N-2 et N-1 pour la CFE.

FB = variation libre.

Les autres taux sont liés au FB, a titre d'exemple : le FNB ne peut augmenter plus vite que le FB ; la CFE ne peut augmenter plus vite que le taux consolidé ou moyen pondéré de FB ; le taux de TH en peut évoluer plus défavorablement que le taux de FB.

La baisse du FB entraine la baisse des autres taux (pas de réciprocité).

Valeurs locatives foncières : revalorisation automatique de 7,1% (effet inflation).

Suspension jusqu'en 2025 de la révision de 2022 des valeurs locatives les locaux professionnels.

Report supplémentaire de 2 ans de la réforme des valeurs locatives foncières de locaux d'habitation.

Lois de Finances pour 2023 (suite)

Subventions : L'Etat tient compte du caractère écologique des projets pour fixer les taux de subvention. Création d'un « fonds vert » de 2 milliards.

Indicateurs financiers : poursuite des réformes engagées, impact non connu et neutralisation pour 2023.

Mesure contre l'inflation : bouclier tarifaire et amortisseur électricité.

La CC ne serait éligible qu'à l'amortisseur. Prise en charge par l'Etat via le fournisseur d'énergie sur les contrats non règlementés de 50% de la part « énergie » comprise entre 180 et 500 euros du megawatt. Les démarches sont en cours.

Population et logement

Une population stable, vieillissante avec une taille des ménages en baisse.

Des logements plus nombreux, occupés au titre de la résidence principale, constitués pour un grande majorité de maisons

Formation et économie

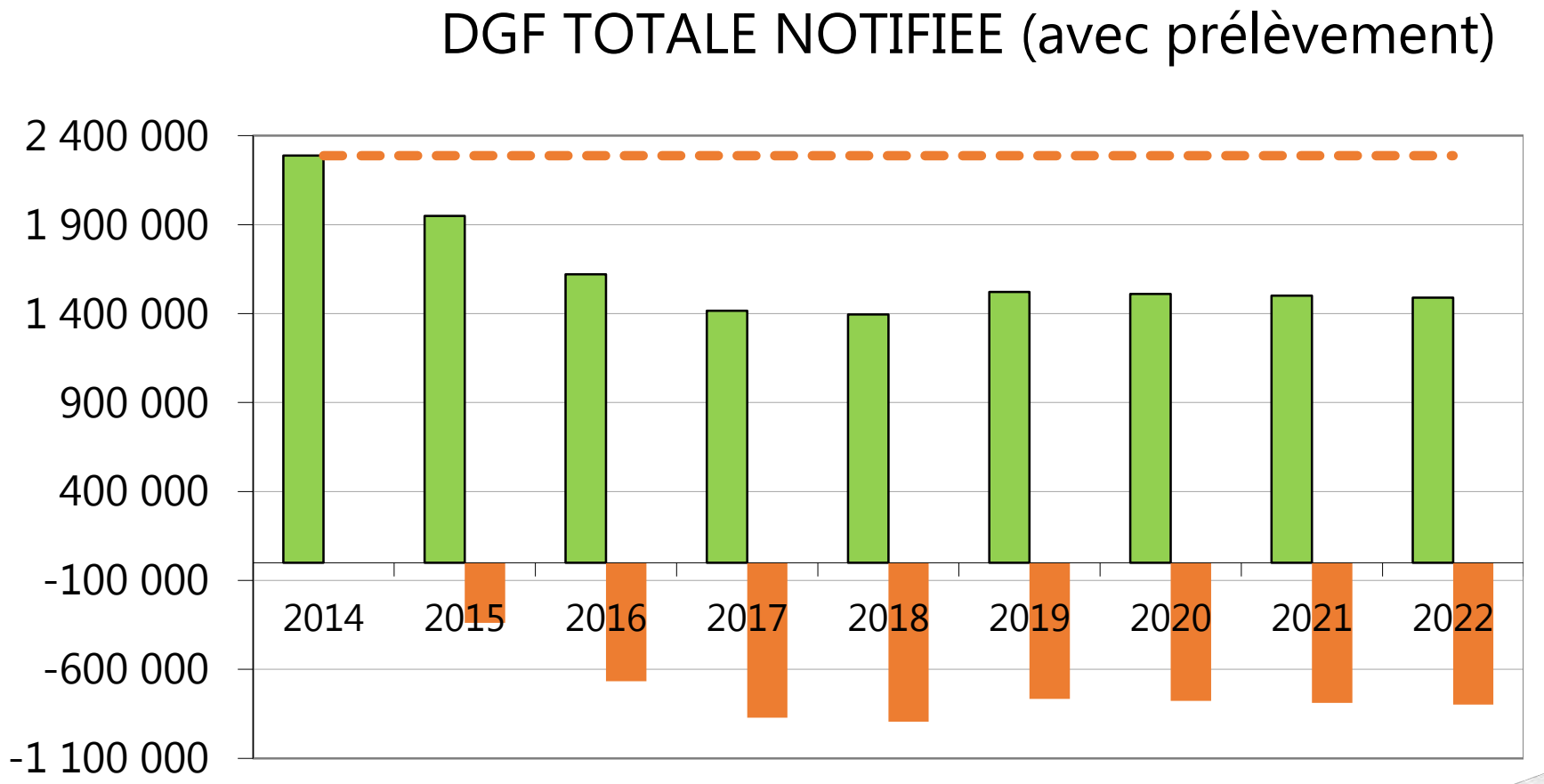
Une population (15 à 64 ans) très majoritairement active ayant un emploi. Des travailleurs de plus en plus diplômés, occupant des postes plus qualifiés, travaillant de moins en moins dans leurs communes de résidence, se déplaçant très majoritairement en voiture.

Un revenu fiscal légèrement en baisse et inférieur à la moyenne, un taux de pauvreté au dessus de 10% qui diminue en vieillissant, un salaire net moyen légèrement en baisse avec une disparité homme femme qui s'accentue tout au long de la carrière au détriment des femmes

Un bassin d'emploi dédié à titre principal au commerce, transport et divers services, composé principalement d'entreprises de moins de 9 salariés, avec une très forte accélération des créations d'entreprises et un chômage qui continue de décroitre assez fortement.

LE BUDGET PRINCIPAL - DOTATIONS

L'environnement local

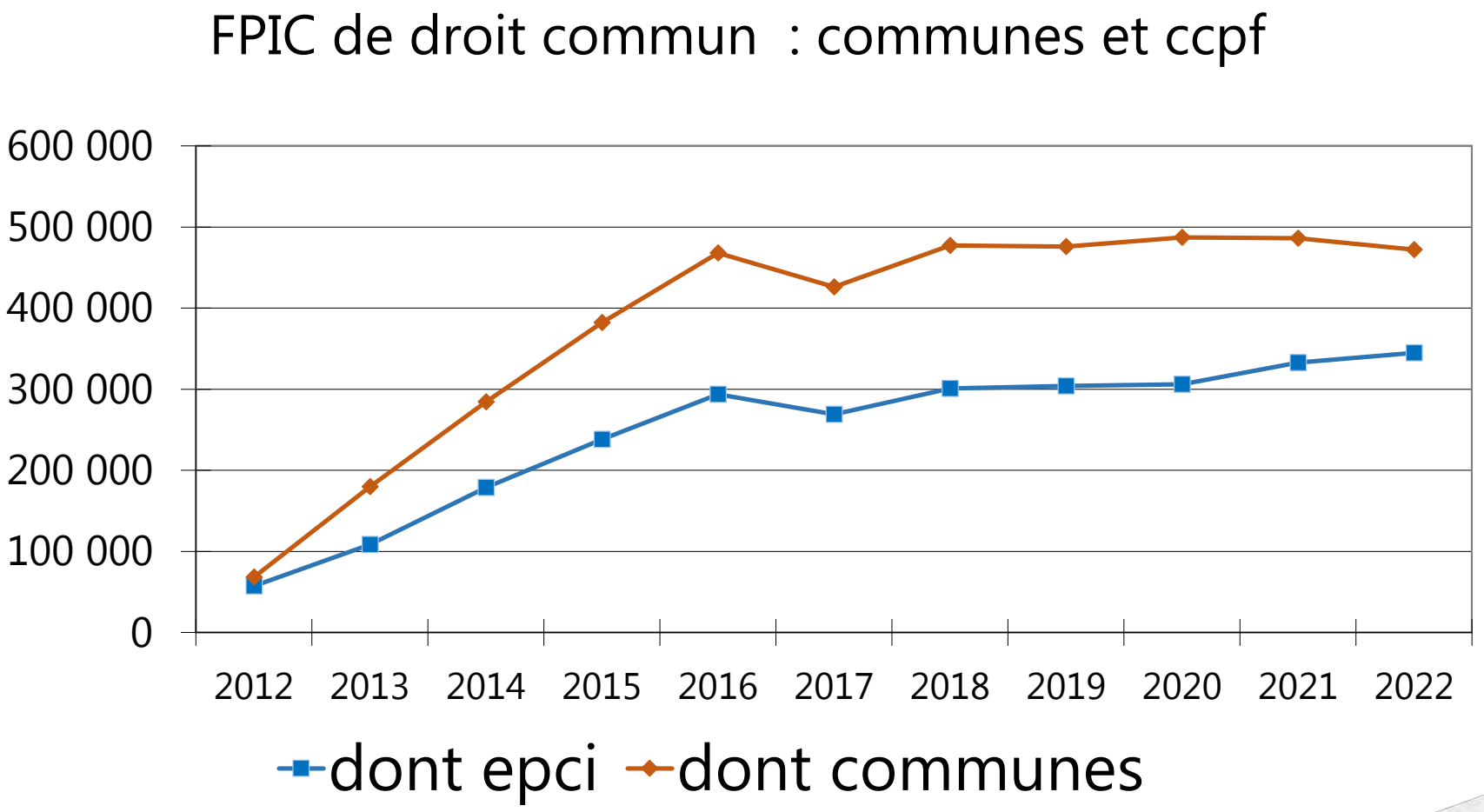


-799 k€ 2022/2014

soit une perte cumulée de DGF de 5 900 k€ depuis 2014

LE BUDGET PRINCIPAL – DOTATIONS SUITE

L'environnement local

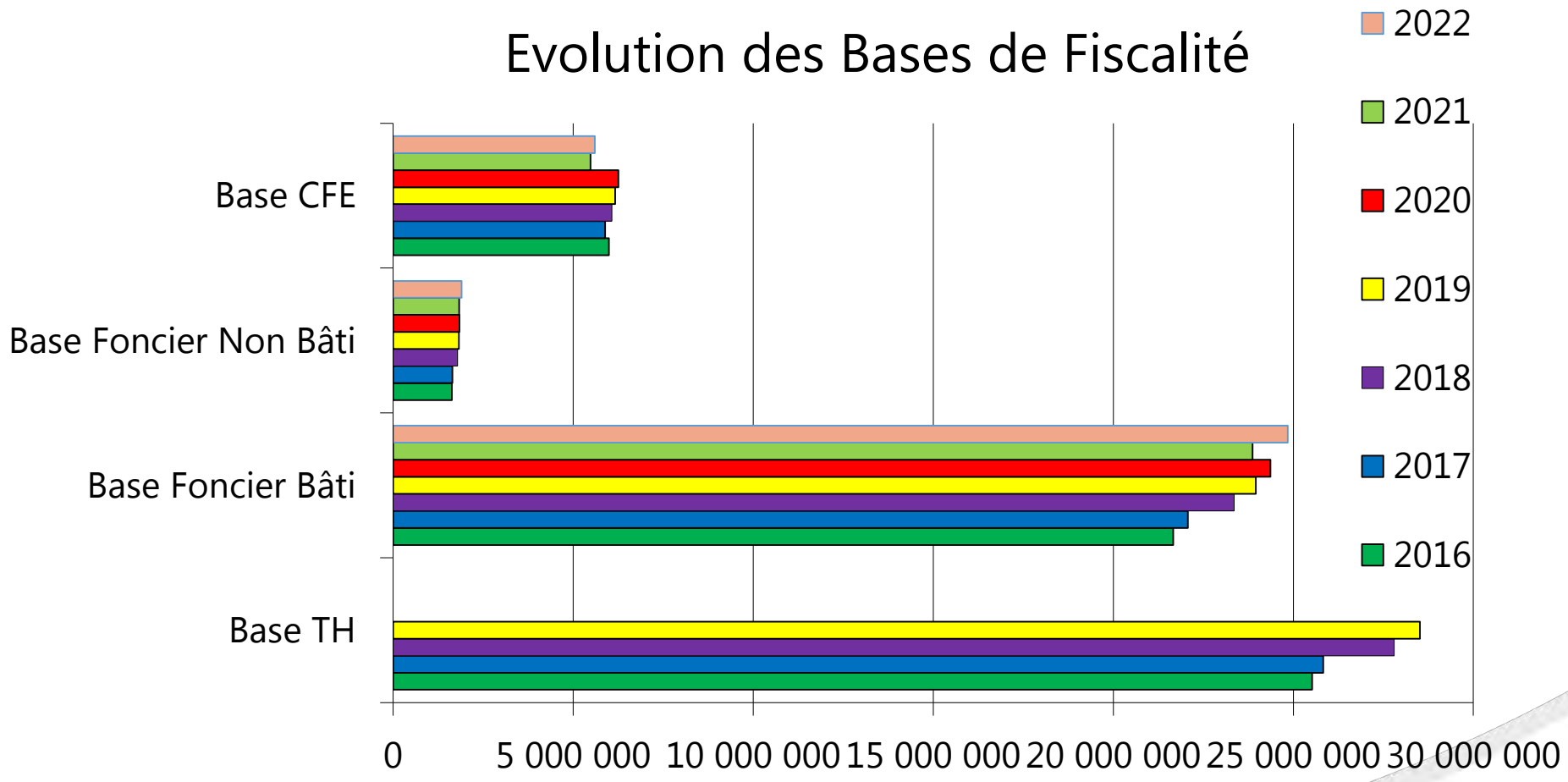


345 k€ en 2022

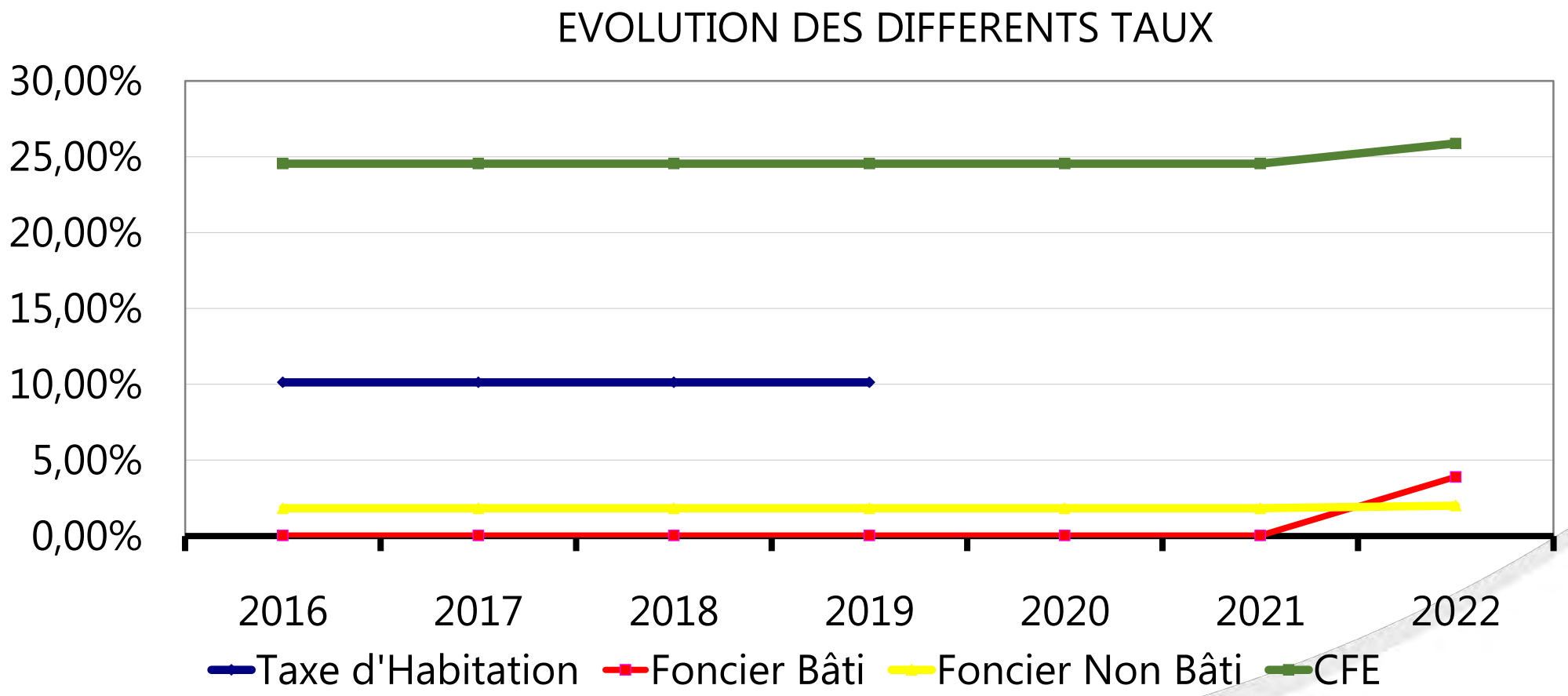
soit une recette cumulée de FPIC pour la CC de 2 734 k€ depuis 2012

LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE

L'environnement local

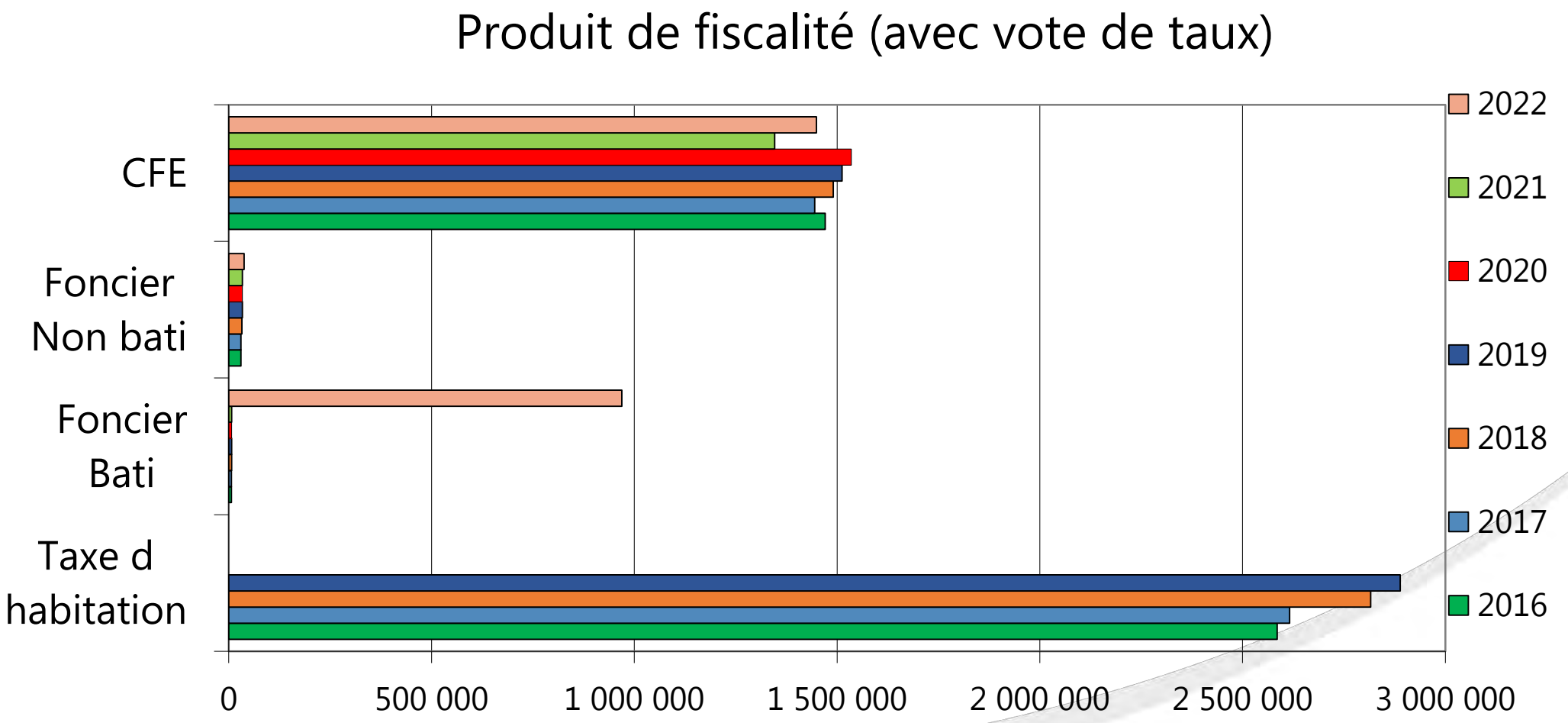


LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE SUITE

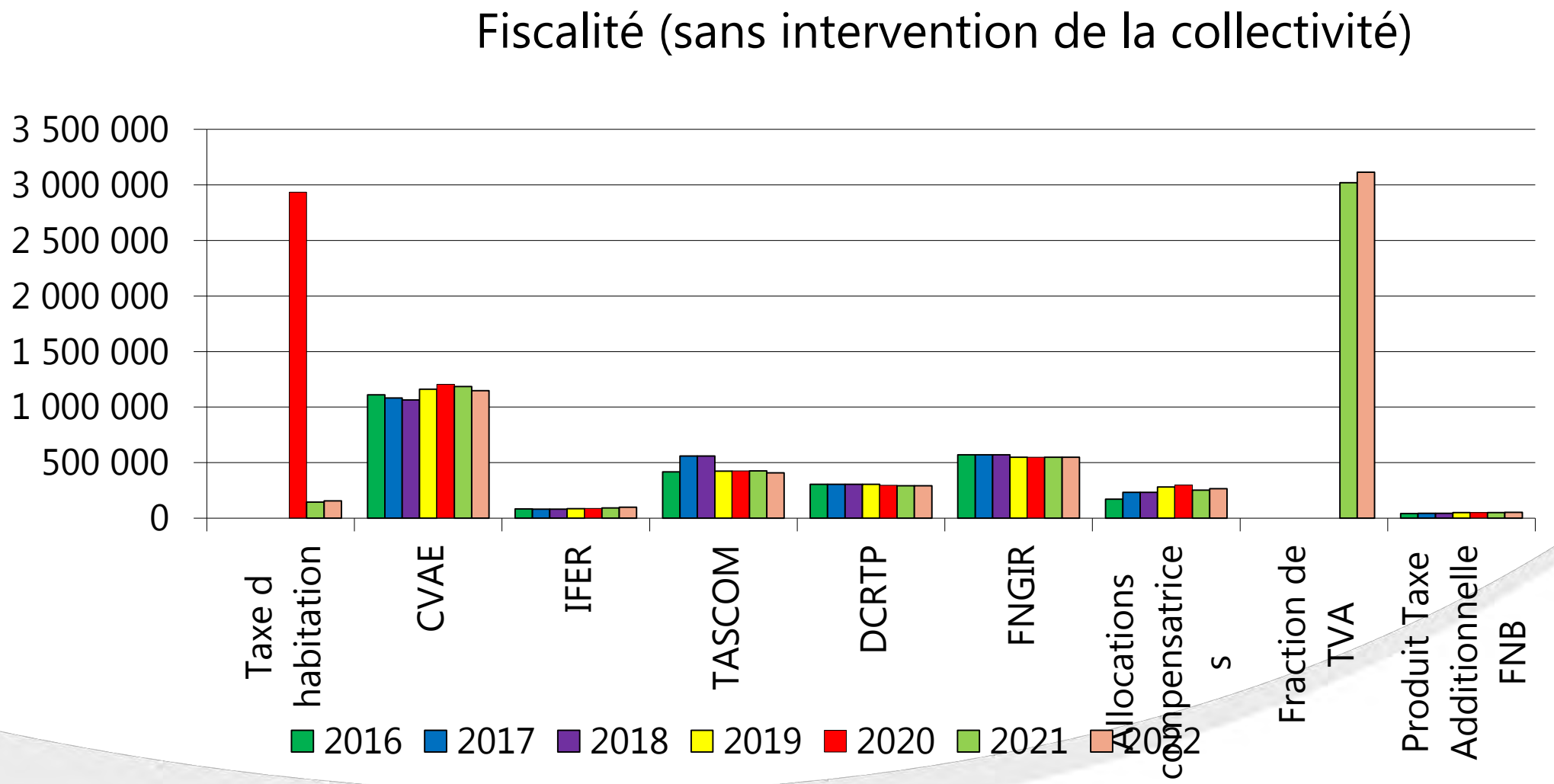


LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE SUITE

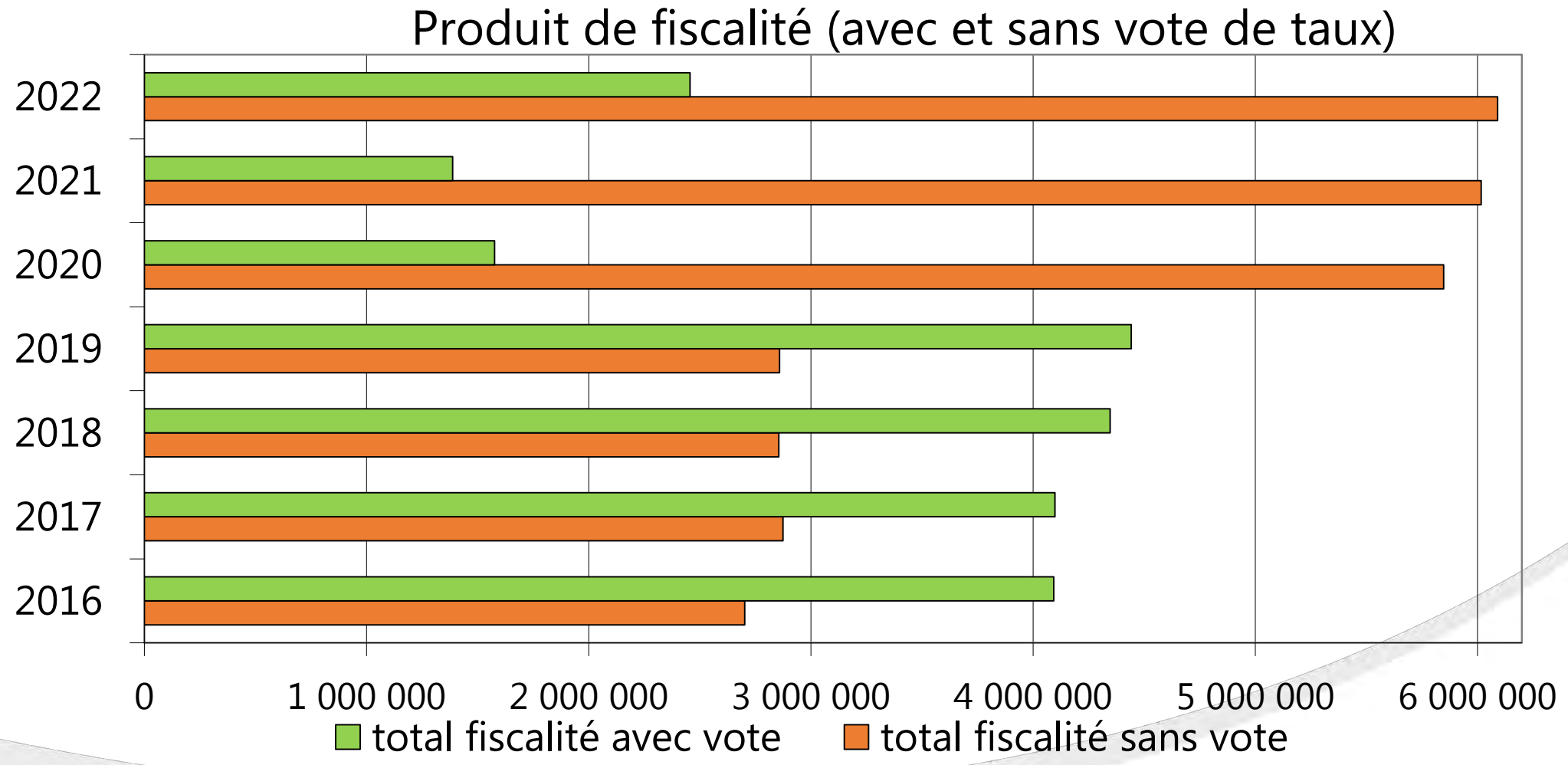
L'environnement local



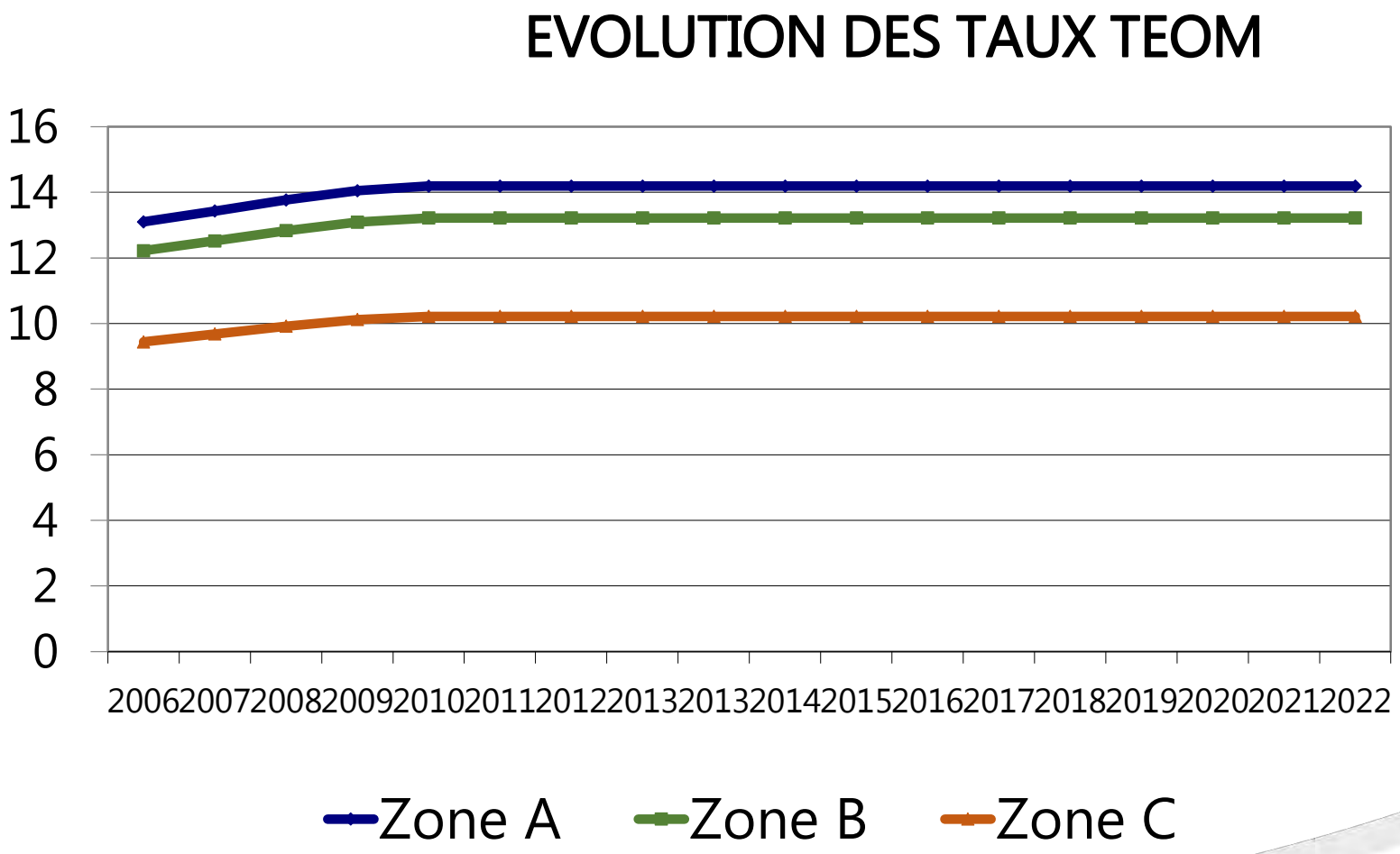
LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE SUITE



LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE SUITE



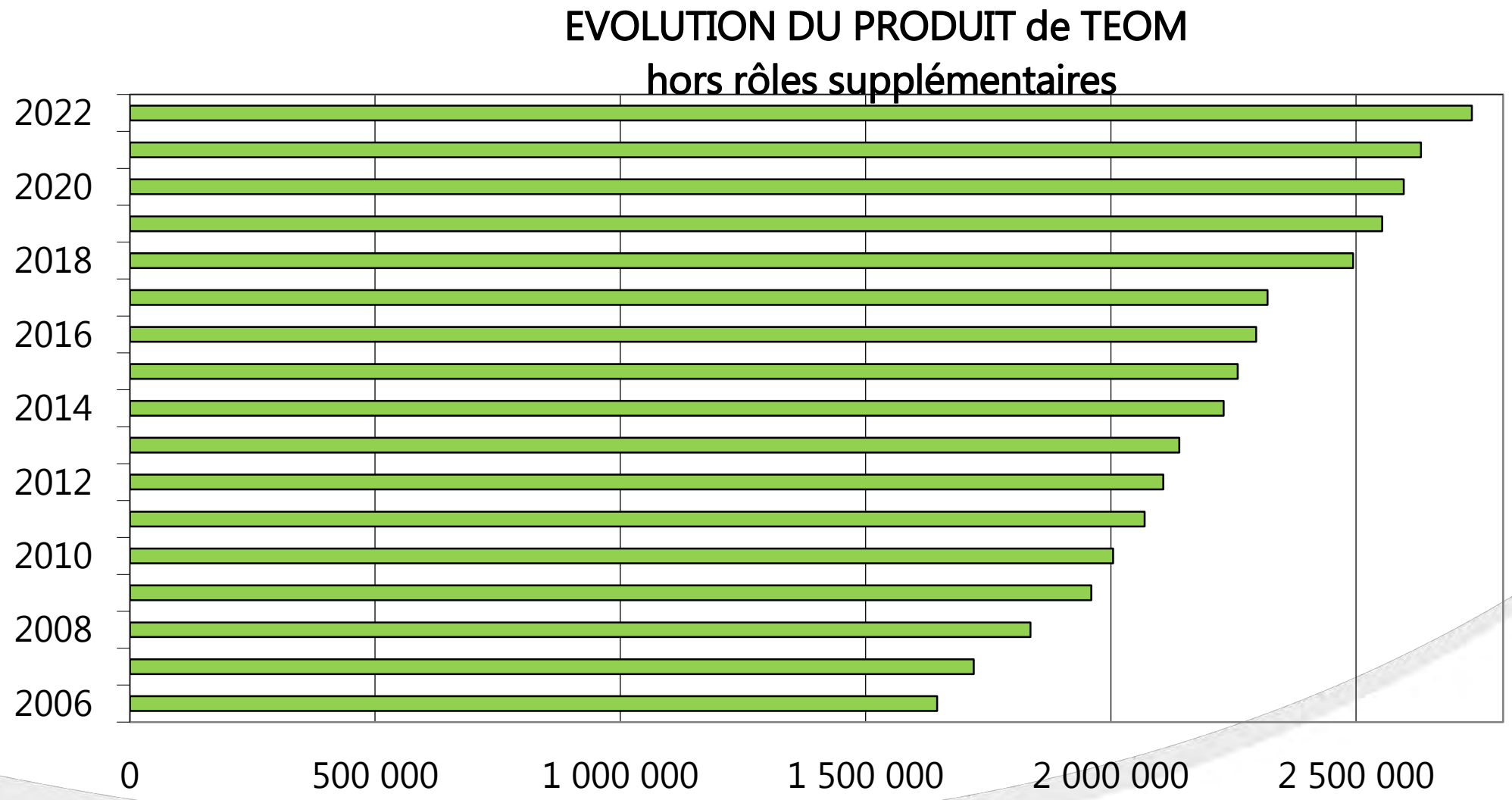
LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE SUITE



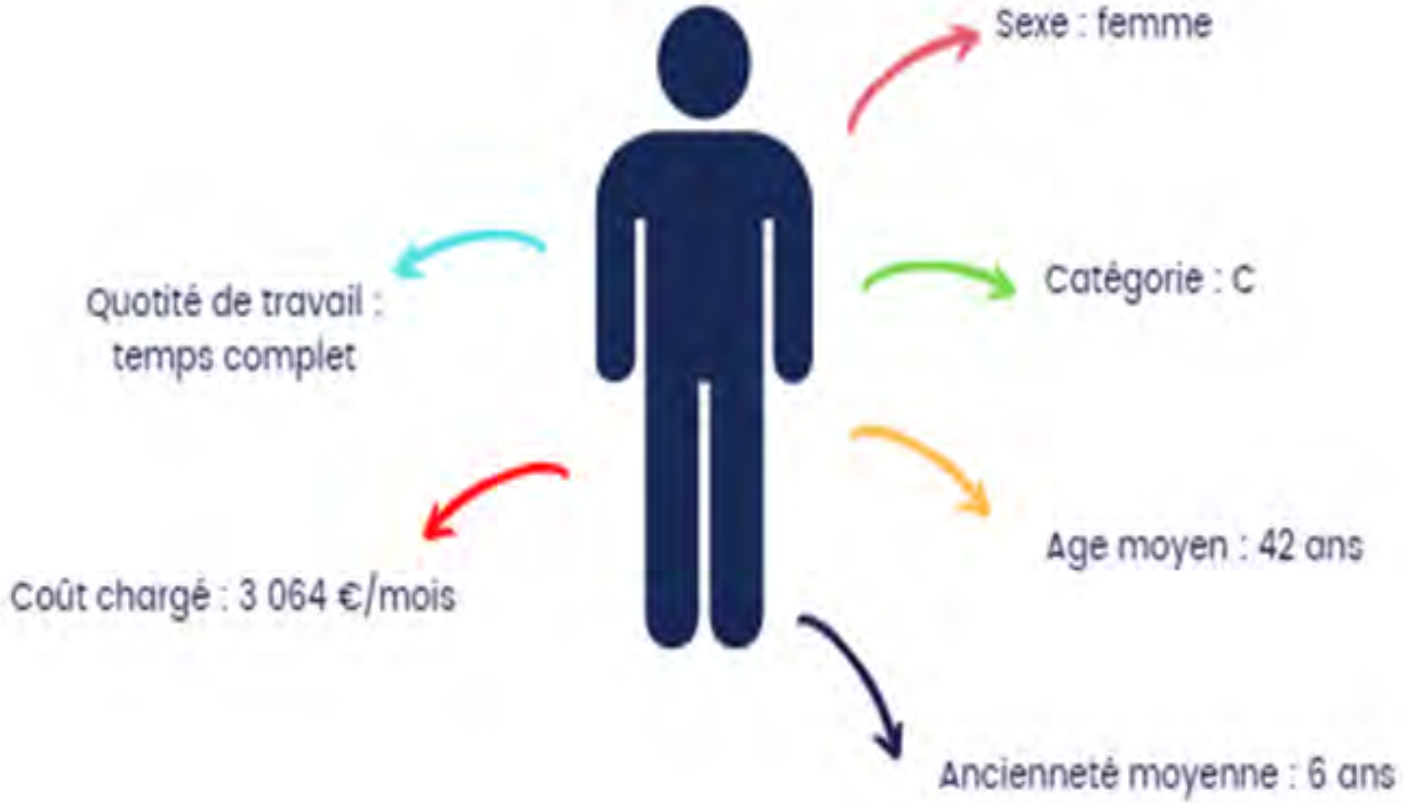
Taux inchangés depuis 2010

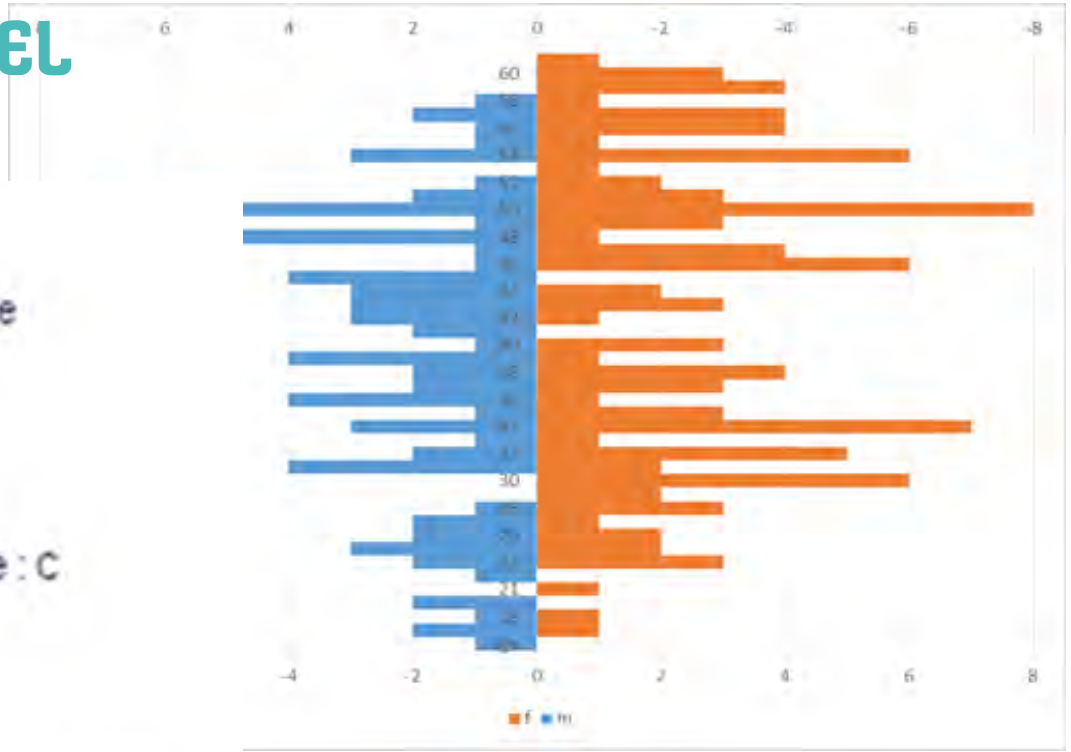
LE BUDGET PRINCIPAL – FISCALITE SUITE

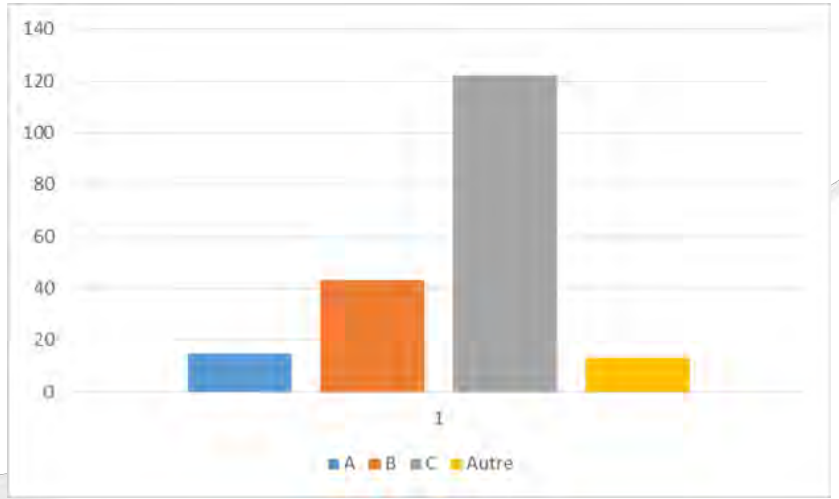
L'environnement local



LE BUDGET PRINCIPAL – PERSONNEL







LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

LES PERIMETRES NE SONT PAS CONSTANTS :

Arrivée de nouvelles communes

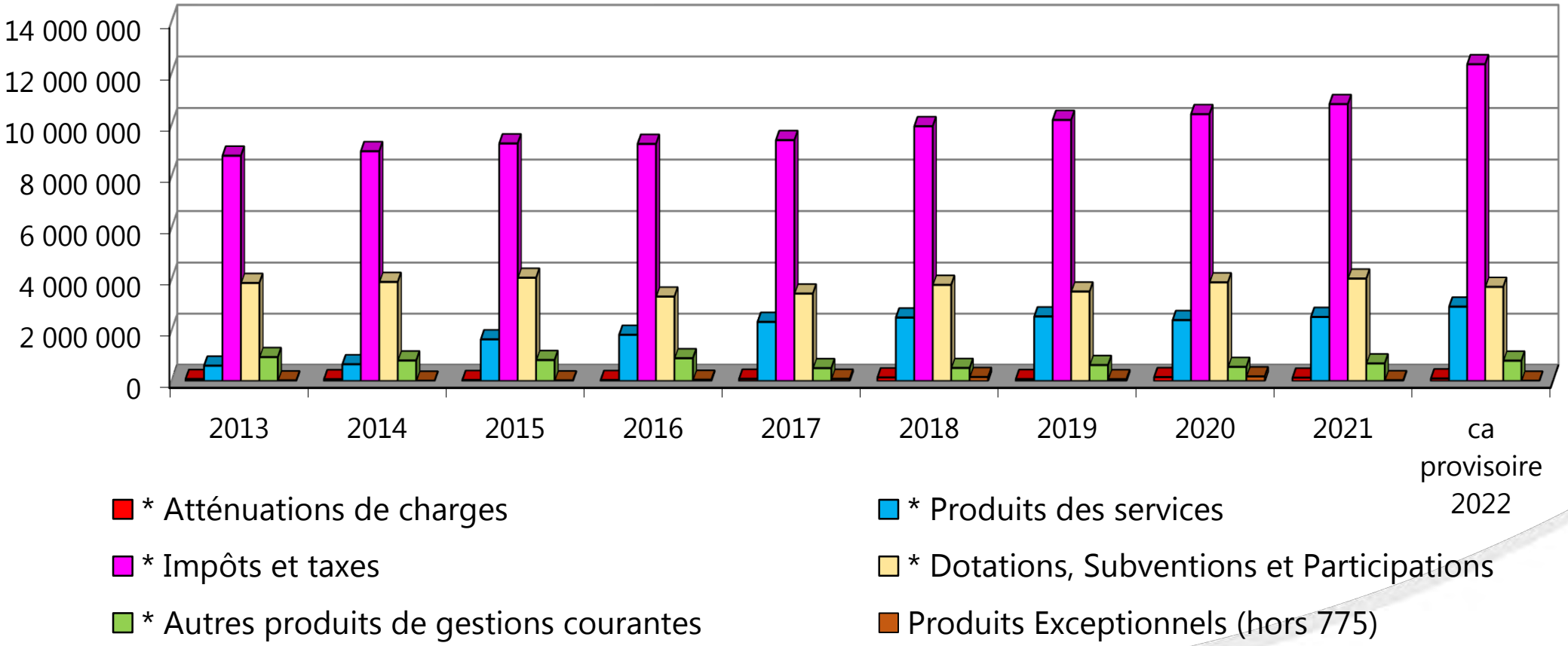
Développement – transfert de compétences

Mutualisation de services…

LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

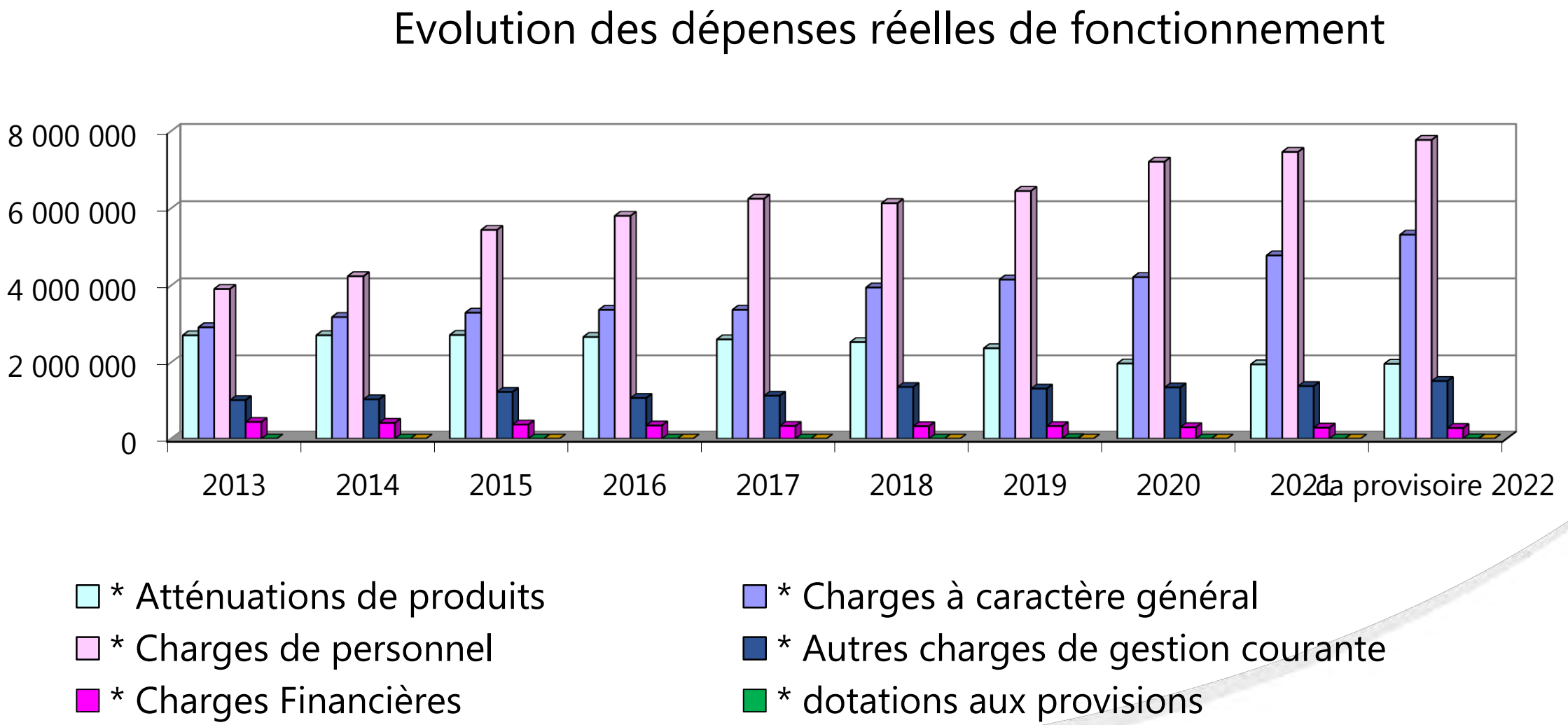
L'environnement local

Evolution des recettes réelles de fonctionnement



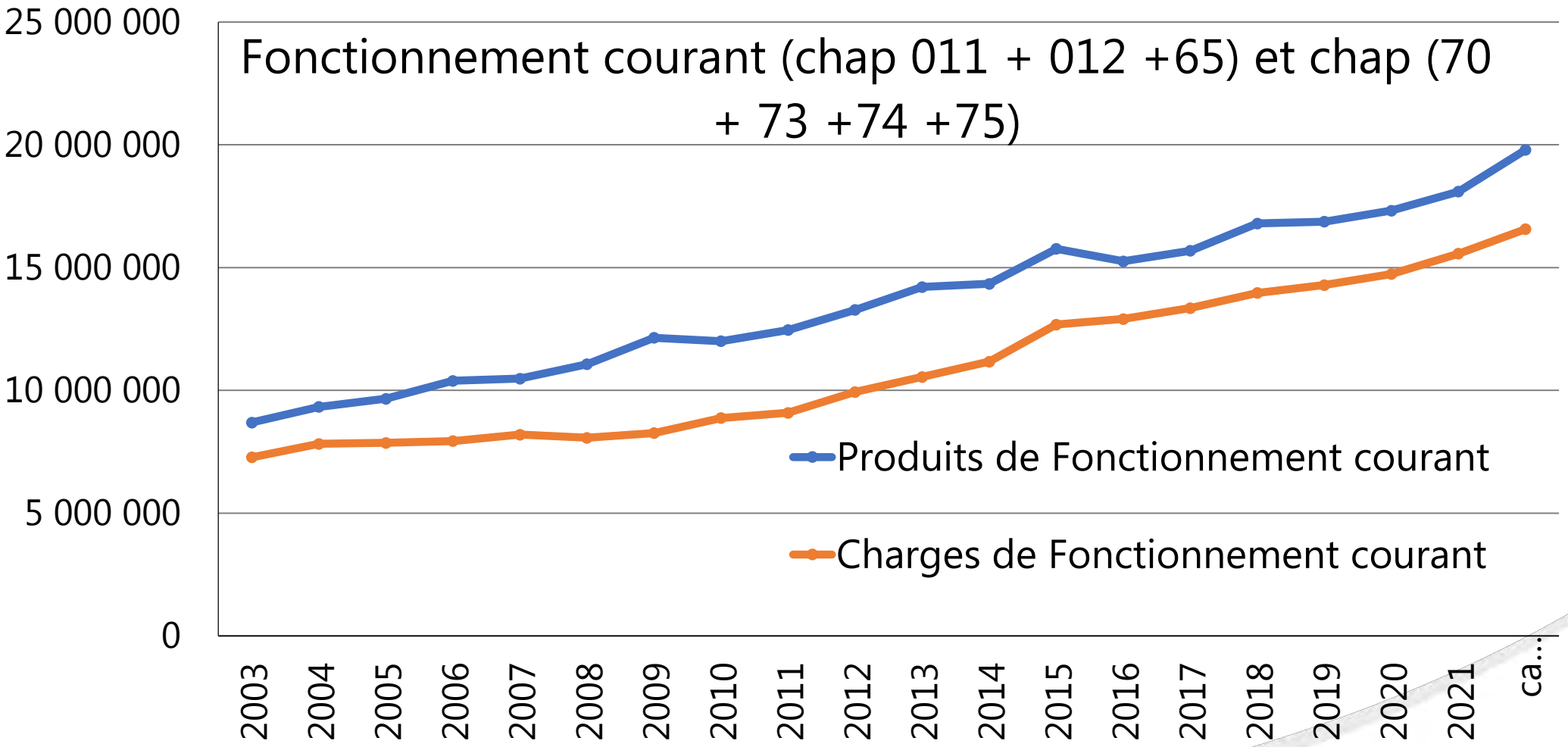
LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



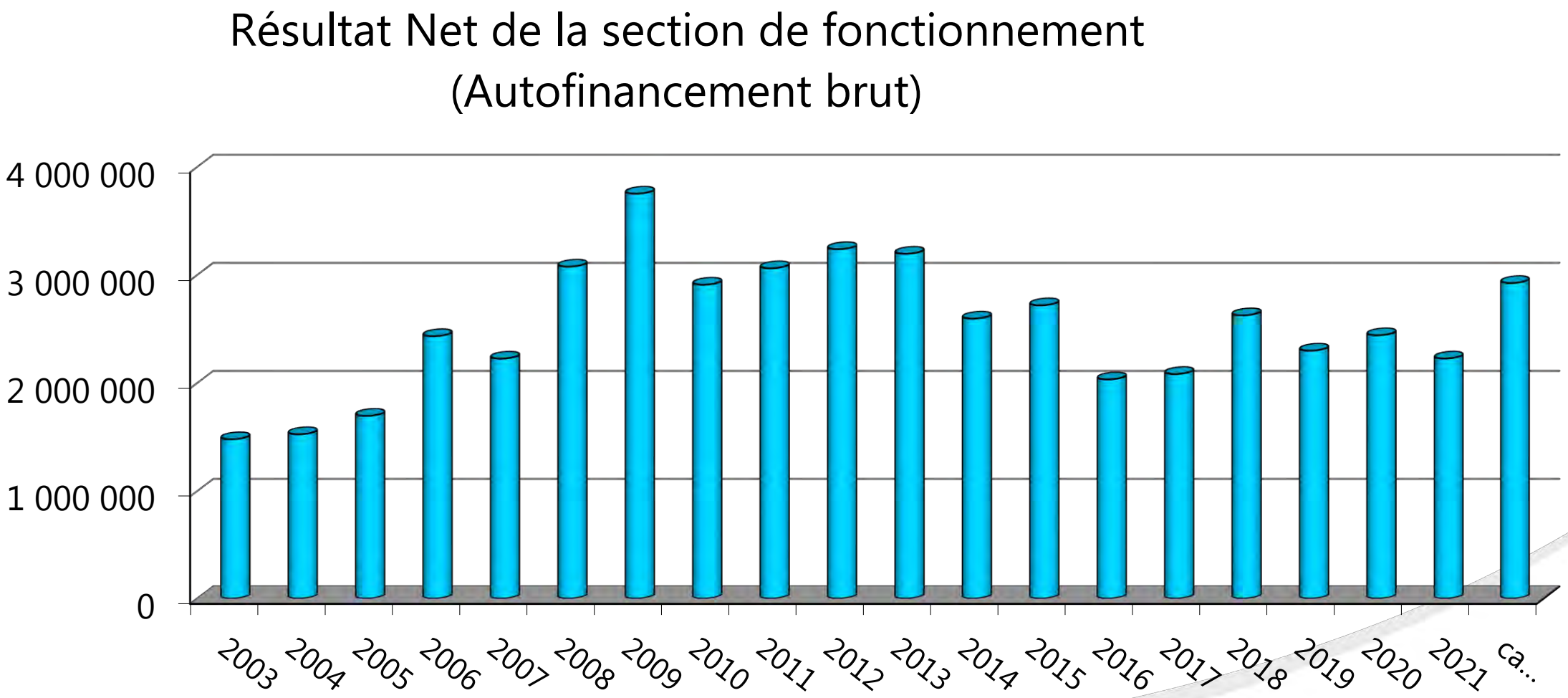
LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



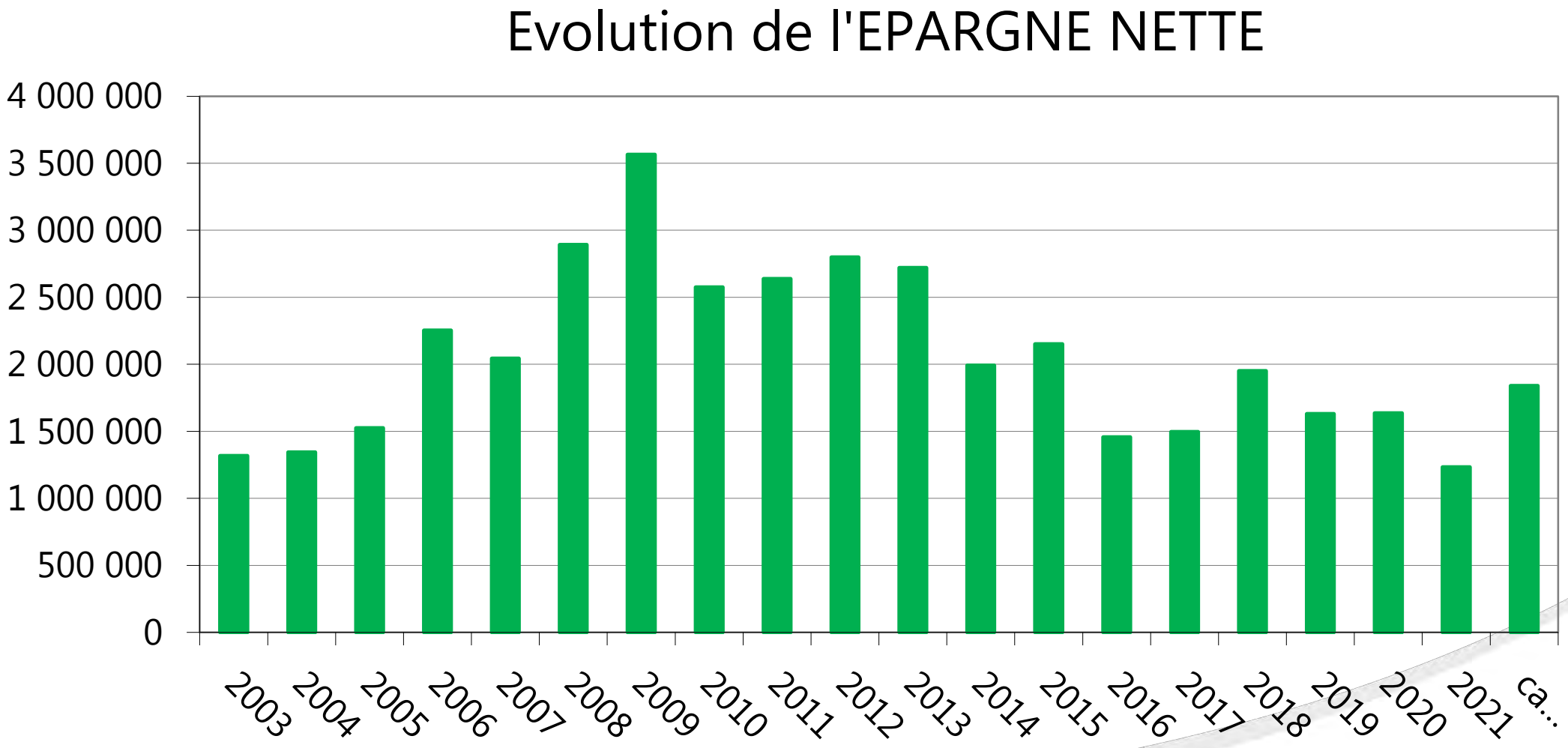
LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



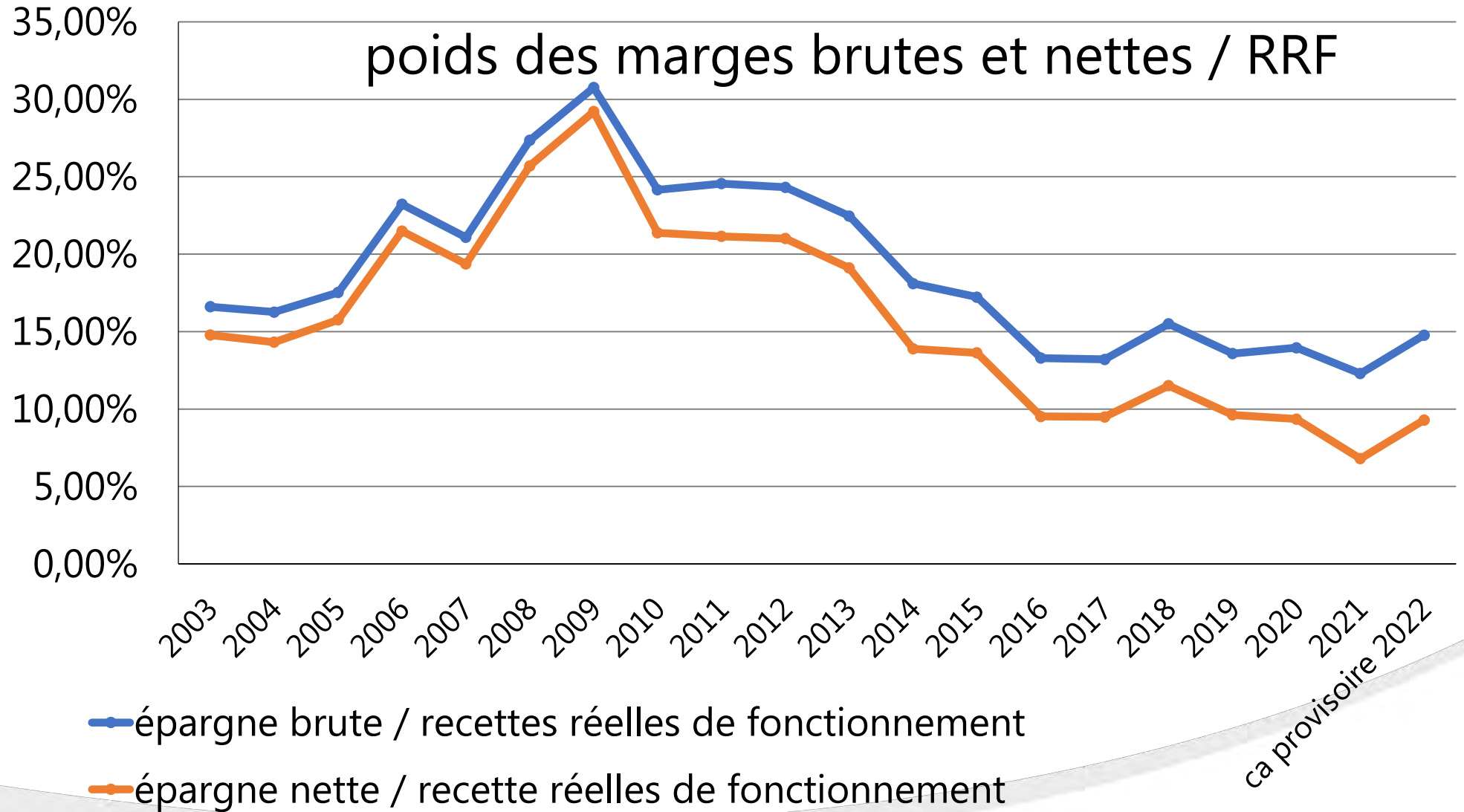
LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



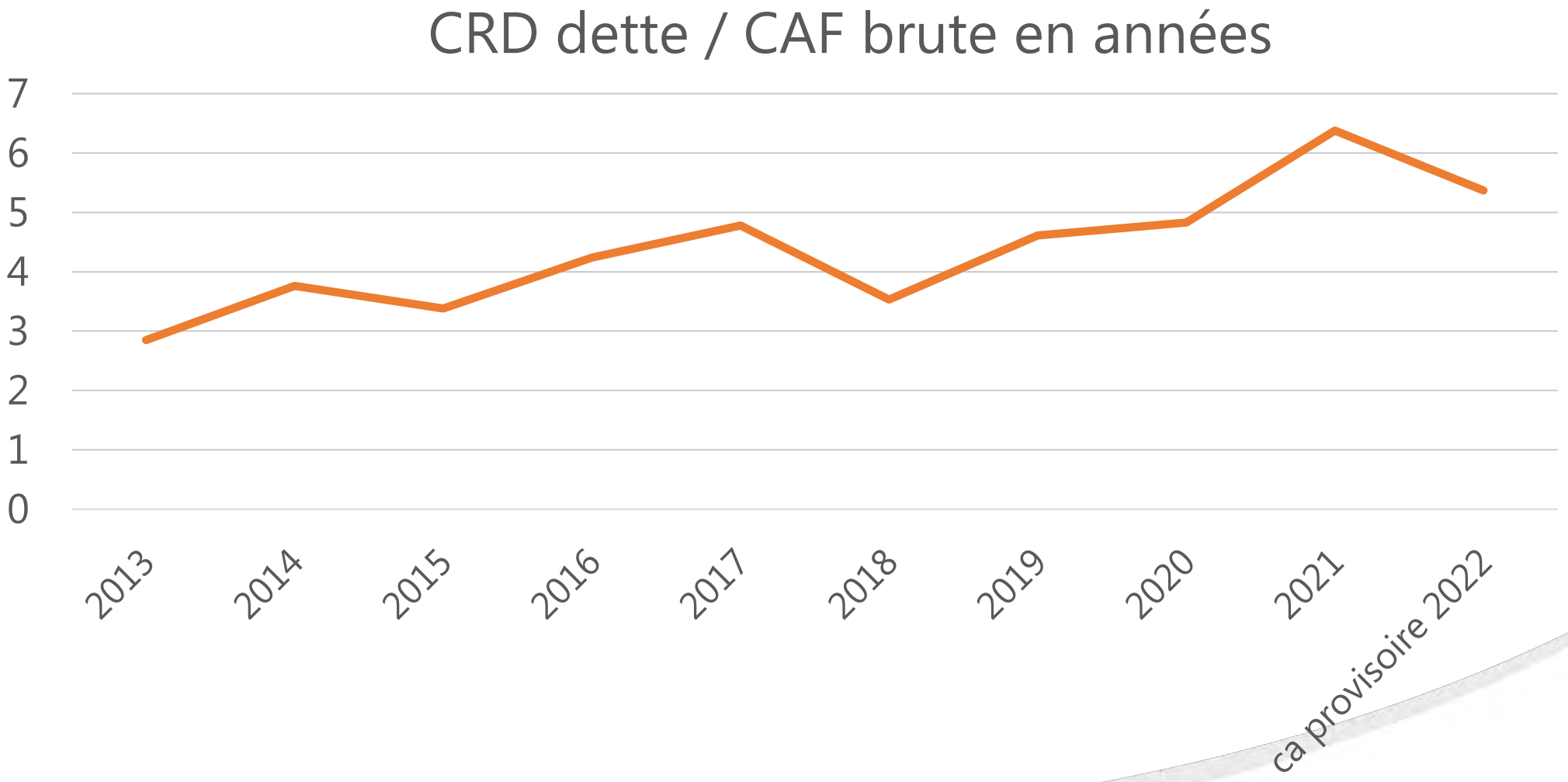
LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



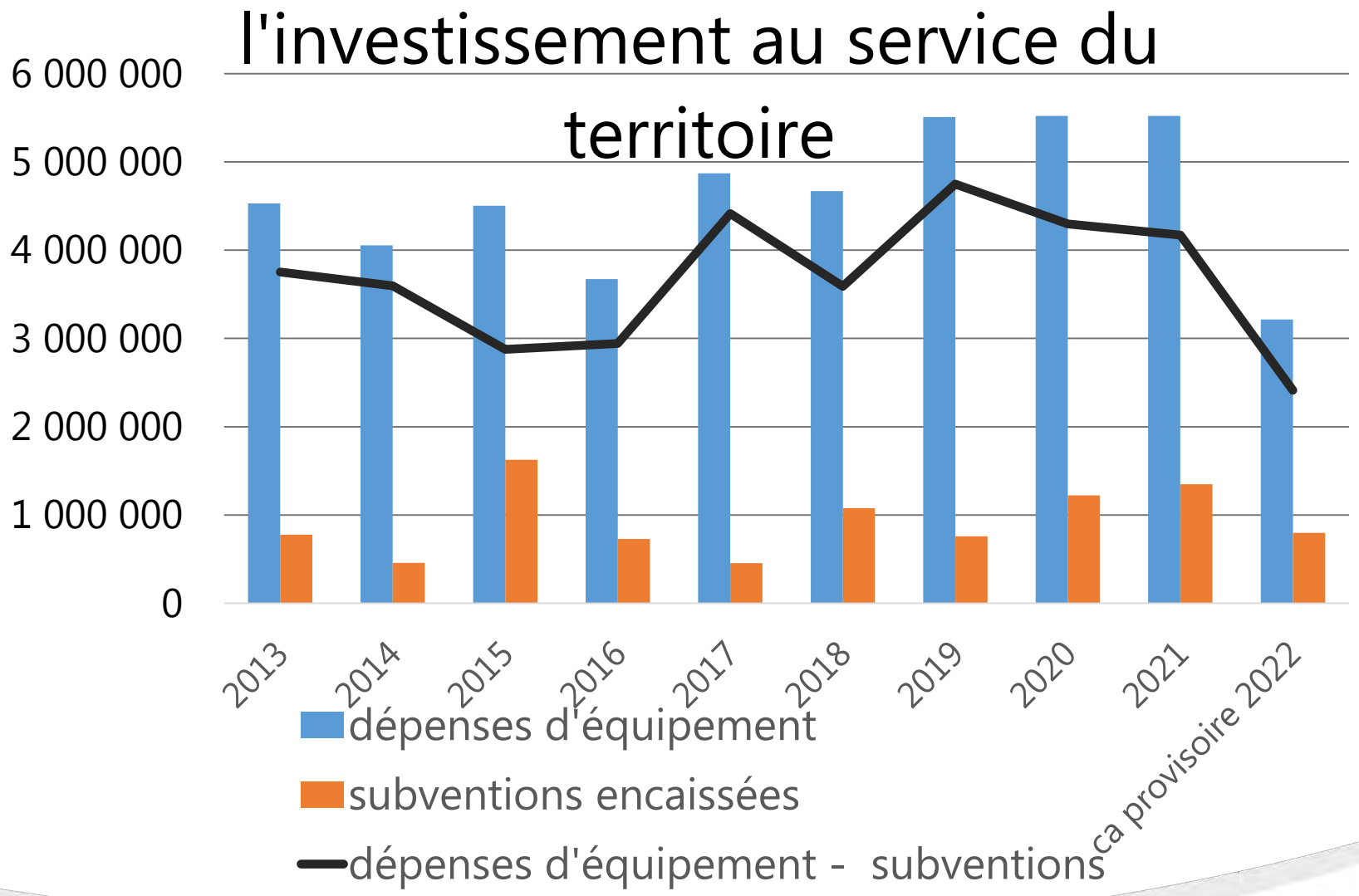
LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local

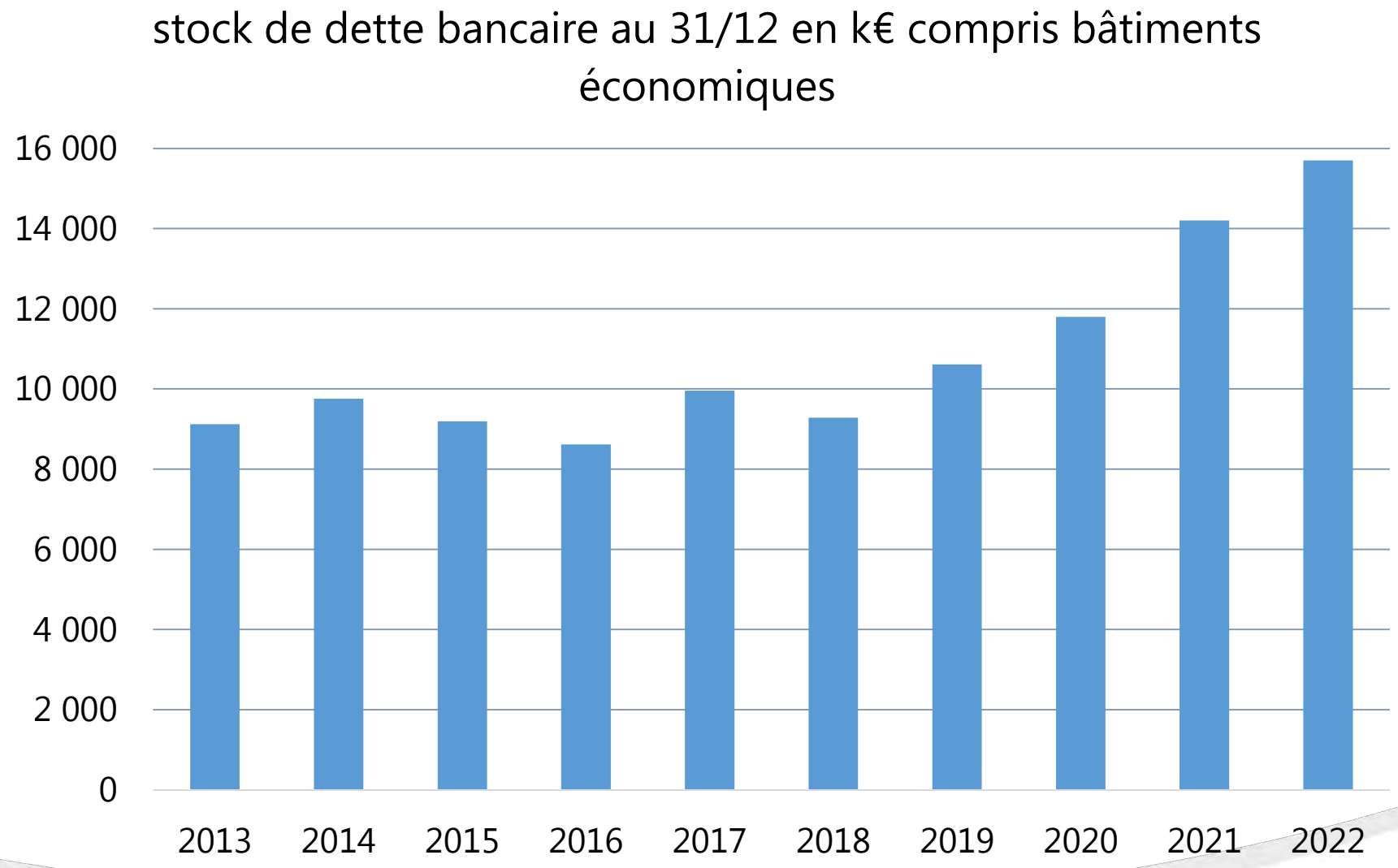


46 millions d'investissement sur les 10 dernières années

soit une moyenne annuelle de 4 605 k€ financés par 925 k€ de subventions en moyenne annuelle

LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local

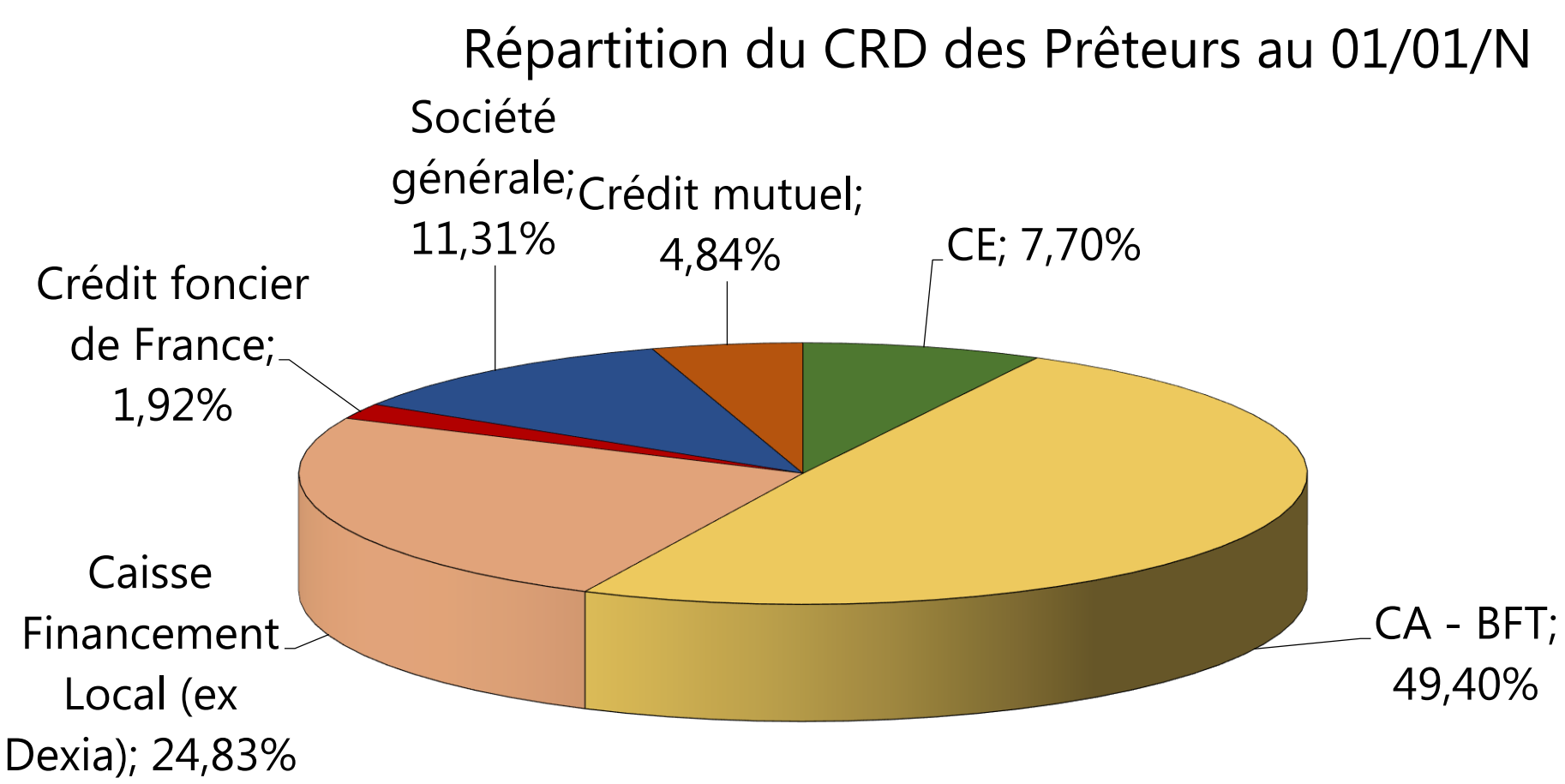


Le stock de dette tient compte de la date d'encaissement des prêts et pas de la date de décision d'y recourir.

Tous les prêts prévus au budget sont souscrits fin 2022.

LE BUDGET PRINCIPAL – RETROSPECTIVES

L'environnement local



97,58% de la dette est souscrite à taux fixe

PREAMBULE

Application du principe de précaution

Pas de déficit pour les collectivités

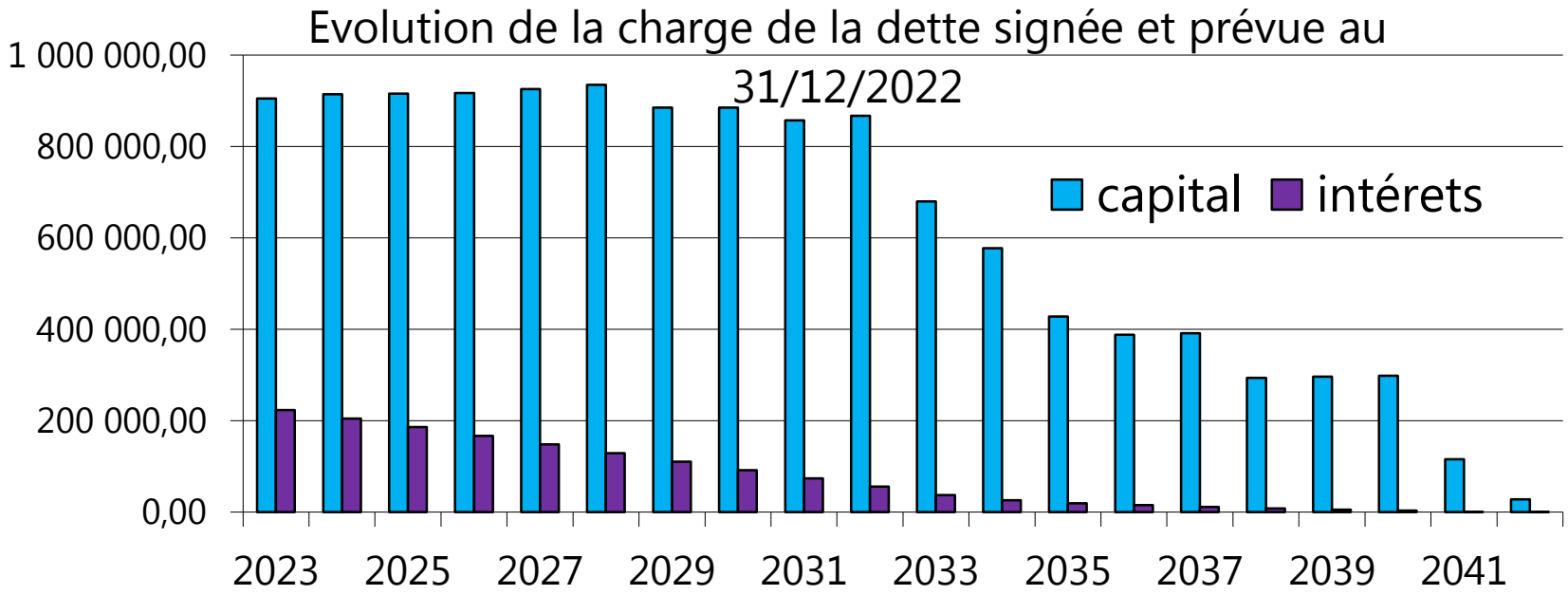
L'emprunt uniquement pour financer l'investissement

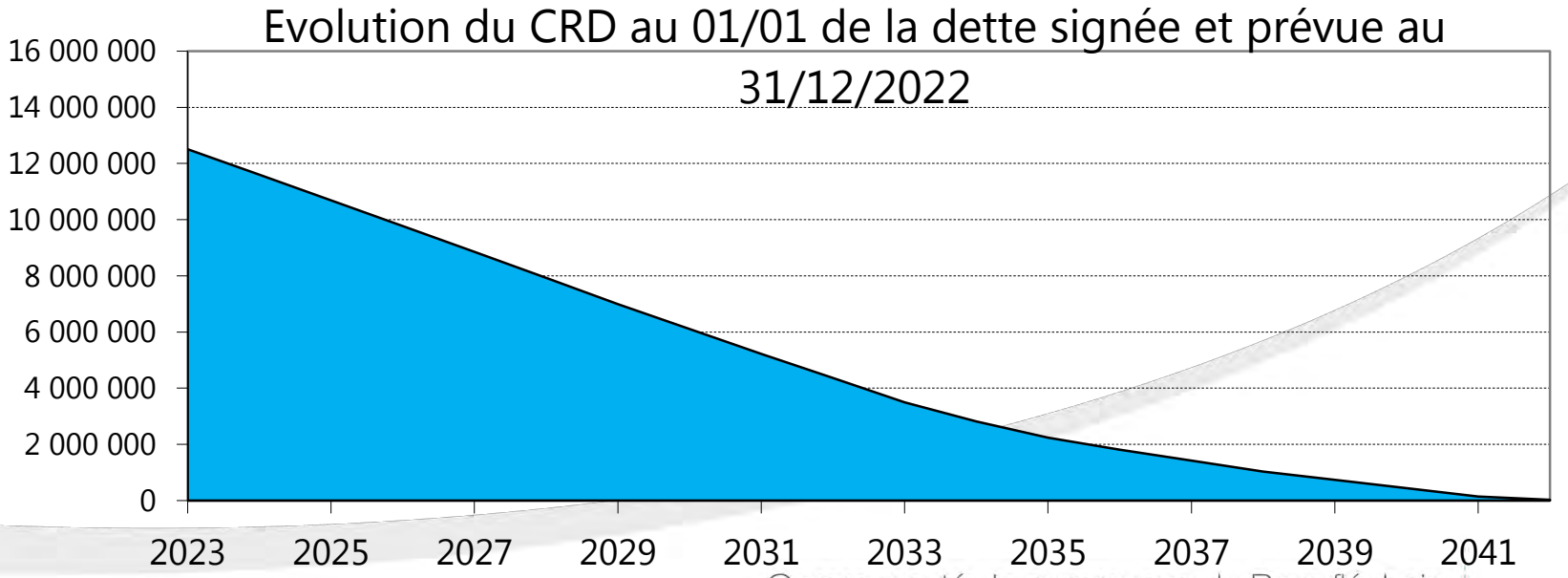
Prospective au fil de l'eau comprenant la dette existante : non prise en compte des éventuels impacts de la requalification de la compétence voirie ou de la modification des modes de collecte des déchets

Transferts des lignes budgétaires concernant les bâtiments économiques dans le nouveau budget annexe dédié

LA DETTE

Perspectives budget principal



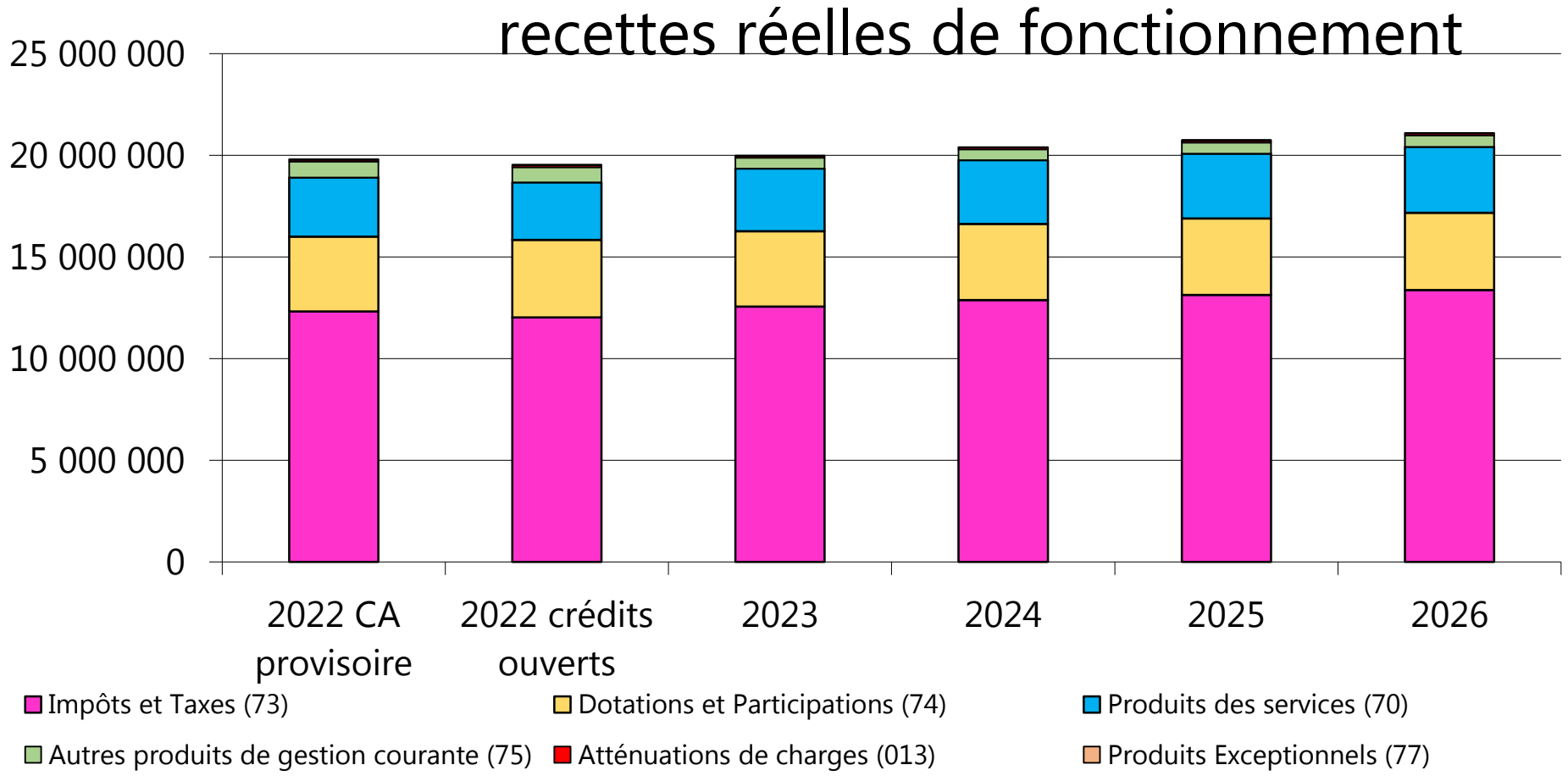


LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les éléments atypiques :

- Mise à disposition de personnel : +139 k€ pour le service communication qui vient d'être mutualisé au 1er janvier 2023
- Ilébulle = 2022 + 25 k€ de recettes supplémentaires notamment en lien avec l'attractivité des espaces de jeux extérieurs
- Suppression des loyers des bâtiments économiques (budget annexe)
- Dotation d'intercommunalité, dotation de compensation et allocations compensatrices = évolution moyenne des 3 dernières années
- Fiscalité / TEOM : +8% pour la fiscalité assise sur les valeurs locatives foncières (7,1% loi de finances + augmentations physiques des bases)
- Fiscalité rôles d'imposition supplémentaire : prévision de 51 k€ en cohérence avec les années passées
- Fraction de TVA = +3,5% (effet inflation et PIB)

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT SUITE



Années	2022 CA provisoire	2022 crédits ouverts	2023	2024	2025	2026
Produits réels de Fonctionnement hors 775	19 814 708	19 543 997	19 993 526	20 417 015	20 757 042	21 104 703
évolution N/N-1			449 529	423 489	340 027	347 660
			2,30%	2,12%	1,67%	1,67%

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les éléments atypiques :

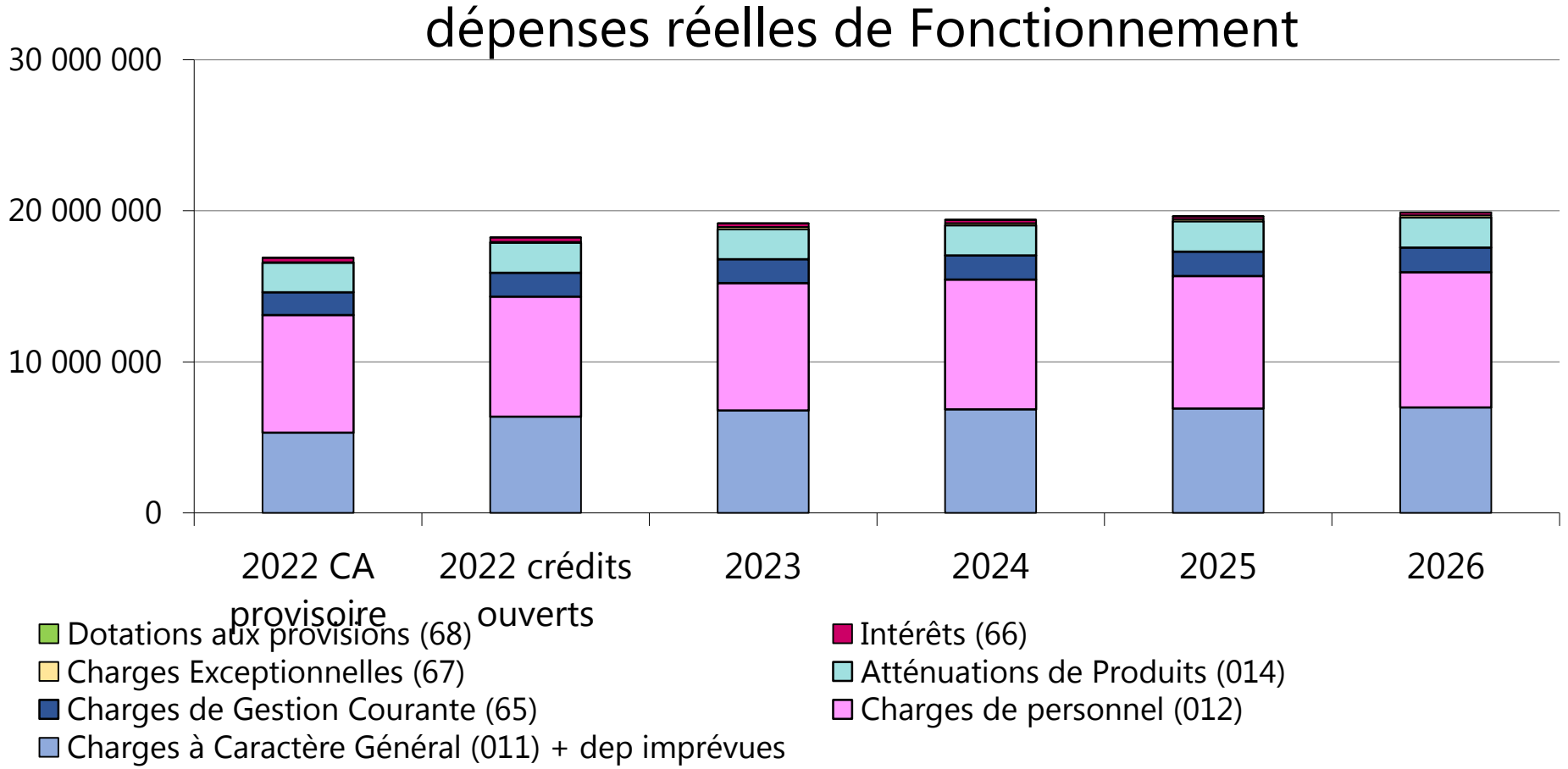
- Chapitre 011 = crédits ouverts en 2022 + 403 k€ pour couvrir à titre principal la hausse des coûts de la compétence déchets, la prise en compte des hausses de fluides en année pleine. Révision probable à la baisse au BP pour tenir compte des crédits non consommés sur 2022

- Chapitre 012 = prise en compte en année pleine des hausses de 2022 (smic, points…), d'une baisse des vacances de poste, du GVT 2023, de la mutation de 4 agents du service communication mutualisé…

- Chapitre 67 : subvention de 89 k€ vers le budget des bâtiments économiques

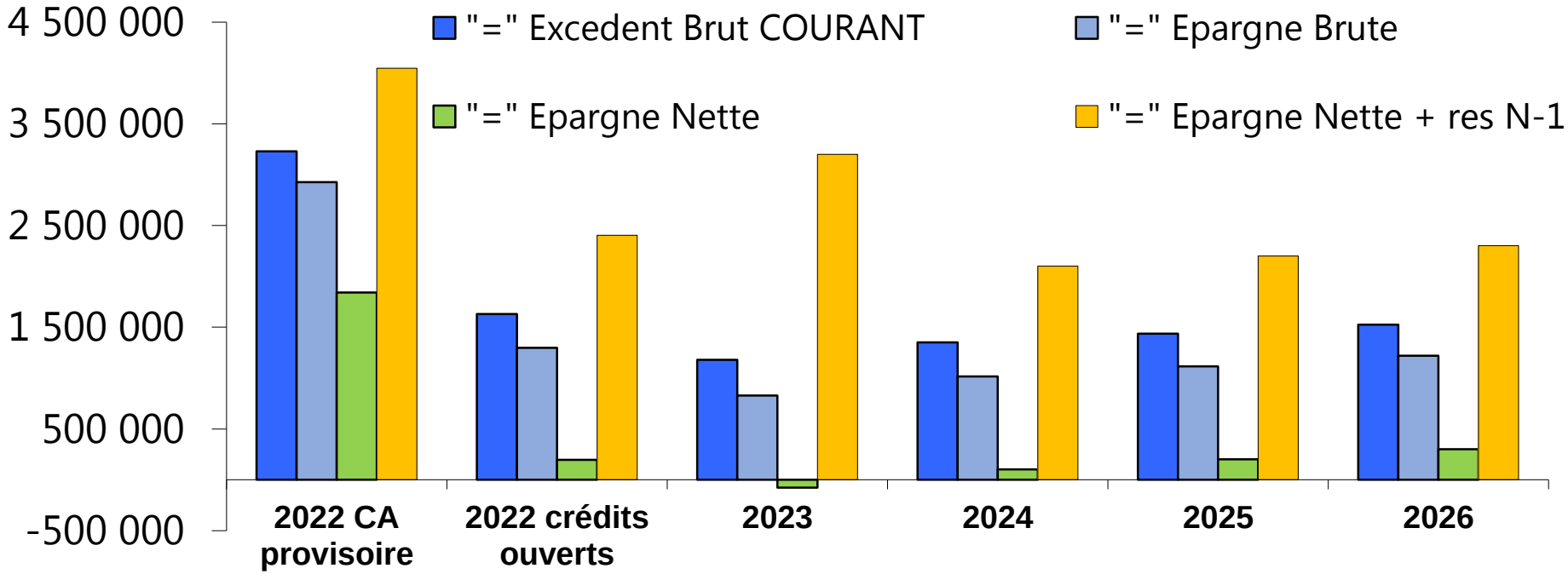
LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Perspectives budget principal

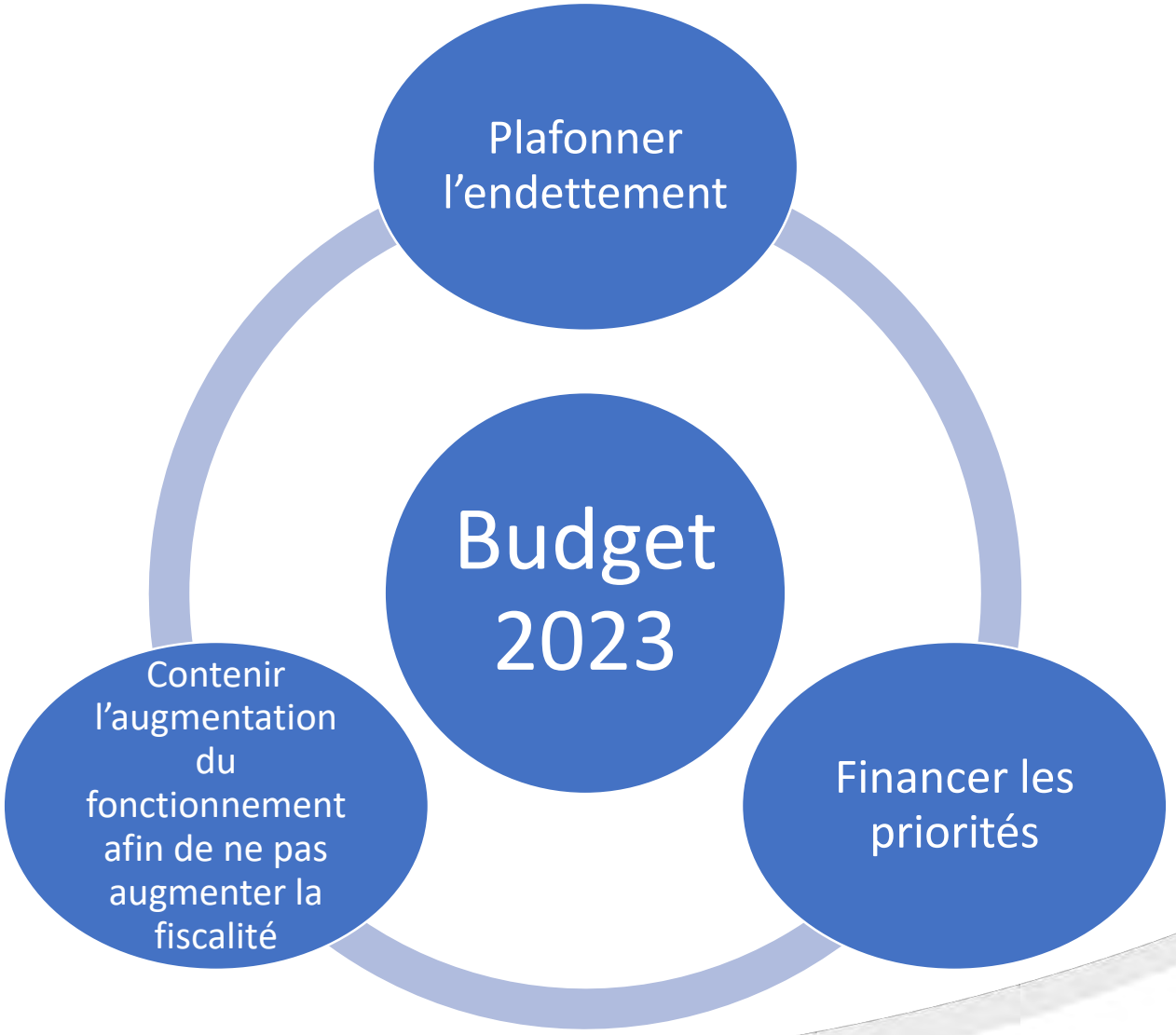


Années	2022 CA provisoire	2022 crédits ouverts	2023	2024	2025	2026
Charges réelles de fonctionnement	16 889 302	18 245 516	19 164 417	19 400 221	19 640 497	19 885 337
évolution N/N-1			918 901	235 804	240 276	244 840
			5,04%	1,23%	1,24%	1,25%

L'AUTOFINANCEMENT



	2022 CA provisoire	2022 crédits ouverts	2023	2024	2025	2026
Produits de Fonctionnement Courant	19 794 661	19 524 431	19 973 238	20 396 321	20 735 934	21 083 173
Charges de Fonctionnement Courant	16 565 441	17 895 436	18 794 417	19 044 441	19 298 881	19 557 829
"=" Excedent Brut COURANT	**3 229 220**	**1 628 995**	**1 178 821**	**1 351 880**	**1 437 053**	**1 525 344**
Produits Exceptionnels	8 048	7 566	8 048	8 209	8 373	8 540
Charges Exceptionnelles	38 209	49 180	139 000	141 780	144 616	147 508
Dotations aux provisions (68)	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000
Reprise sur provisions (78)	12 000	12 000	12 240	12 485	12 735	12 990
"=" Epargne de Gestion	**3 204 059**	**1 592 381**	**1 053 109**	**1 223 794**	**1 306 545**	**1 392 366**
Intérêts (dette existante)	278 652	293 900	224 000	207 000	190 000	173 000
"=" Epargne Brute	**2 925 407**	**1 298 481**	**829 109**	**1 016 794**	**1 116 545**	**1 219 366**
Capital (dette consolidée + prévue)	1 085 456	1 101 000	906 000	915 000	916 000	918 000
"=" Epargne Nette	**1 839 950**	**197 481**	**-76 891**	**101 794**	**200 545**	**301 366**
Résultat n-1 reporté	2 205 890	2 205 890	3 277 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
"=" Epargne Nette + res N-1	**4 045 841**	**2 403 371**	**3 200 109**	**2 101 794**	**2 200 545**	**2 301 366**


Plafonner l'endettement
Budget 2023
Contenir l'augmentation du fonctionnement afin de ne pas augmenter la fiscalité
Financer les priorités

Renforcer la présence médicale sur le territoire en :

- Confortant l'existant :
  - *Aménagements au sein du cabinet médical de La Chapelle d'Aligné*
  - *Aménagements du cabinet médical de Bazouges-Cré-sur-Loir*
    - *Dans le cadre d'un travail partenarial fort avec les deux communes*
  - *Aménagements au sein de la MSP de La Flèche pour permettre d'accueillir un nouveau médecin*

- Développant l'offre proposée :
  - *Préparer l'extension du cabinet médical de Villaines afin d'accueillir des praticiens demandeurs*
  - *Etudier la faisabilité d'un nouveau site sur La Flèche*

Accélérer la transition écologique et énergétique en:

- Modernisant nos outils de gestion des déchets
  - *Déchetterie de La Flèche*

- Poursuivant le diagnostic énergétique de nos bâtiments afin de maitriser nos consommations énergétiques

- Développant notre production d'énergies renouvelables
  - *Projet de centrale photovoltaïque de Thorée Les Pins*
  - *Equipements du Pôle Petite Enfance et de la MSP de La Flèche avec des panneaux photovoltaïques*

- Renforçant notre résilience au changement climatique
  - *Politique menée sur la protection des milieux et des espèces (TEN, GEMAPI, Marais de Cré…)*

- Approfondissant les politiques de mobilité
  - *Continuité cyclable des médaillés militaires*
  - *Finalisation du projet de voie verte La Suze-La Flèche avec le Département*

Renforcer l'attractivité du territoire au profit des acteurs locaux en :

- Poursuivant la politique de bâtiments blancs
  - *Bâtiment blanc de la Bertraie (Villaines sous Malicorne)*

- Aménageant les zones d'activités
  - *Aménagement de la ZAE des Arches II*

- Réaffirmant l'action de COGITO
  - *Interlocuteur visible et privilégié des entreprises et porteurs de projets (formations, accompagnement, soutien financier par le biais de subventions ou prêts, mise en réseaux, création d'évènements…)*

- Soutenant l'action de la SPL Vallée du Loir

- Donnant un nouveau souffle aux équipements existants
  - *Aménagements extérieurs du centre aquatique*
  - *Etude de positionnement du CHES*

Et toujours, agir au quotidien pour les habitants :

- Petite enfance, enfance, jeunesse
- Médiation et prévention de la délinquance
- Equipements sportifs et de loisirs
- Voirie
- Espace multimédia
- Instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte des communes
- SPANC
- Collecte des déchets

LES ZONES D'ACTIVITE (L'Aubrière, La Bertraie, La Monnerie, L'Espérance)

LES ZONES D'ACTIVITE (L'Aubrière, La Bertraie, La Monnerie, L'Espérance)

Ventes de parcelles sur La Monnerie initialement envisagées en 2022 réinscrites en 2023 pour environ 1 million d'euros

Travaux de construction de voies et réseaux et requalification de la 1ere tranche pour également un montant maximum d'1 million

Si besoin un prêt relai pourrait être réalisé

Pas de travaux majeurs sur les autres zones à ce stade budgétaire

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

LE SPANC

Pas de modification majeure de l'activité entre 2022 et 2023

Reconduction d'un budget d'environ 25 k€ en fonctionnement (pas d'investissement)

BÂTIMENTS ÉCONOMIQUES

LES BATIMENTS ECONOMIQUES

Création du budget au 1er janvier 2023

On y retrace toutes les écritures concernant les bâtiments en location ou crédit bail (sauf mefe, cogito, maisons de santé)

Il est prévu de financer un nouveau bâtiment blanc sur la zone de La Bertraie
Le plan de financement pourra être revu en fonction du cahier des charges final.

LES BATIMENTS ECONOMIQUES

Recettes réelles de fonctionnement = 365 k€ (loyers)
Dépenses réelles de fonctionnement = 146 k€ (foncier, assurance DO, intérêts…)
Solde écritures d'ordre = - 127 k€
Soit un solde de section de + 93 k€

Dépenses d'investissement = 1 988 k€ dont 1 680 k€ construction bâtiment en blanc et 308 k€ de remboursement de capital de la dette dédiée
Recettes réelles d'investissement = 1 680 k€ de subvention et emprunt
Solde des écritures d'ordre = +127 k€
Soit un solde de section de – 181 k€

Subvention d'équilibre de 89 k€ en provenance du budget principal

Communauté de communes du Pays fléchois

Service financier

Espace Pierre-Mendès France, 72200 La Flèche
02 43 48 66 00 • finances@cc-paysflechois.fr

www.paysflechois.fr

Pays Fléchois
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES